VERS LA FIN DE LA « NOUVELLE EUROPE » ?

La défaite-surprise de José Maria Aznar aux élections générales du 14 mars, alors que personne, à commencer par ses adversaires, ne doutait de sa victoire huit jours plus tôt, est la conséquence évidente de ses maladresses au lendemain des attentats de Madrid, de son obstination à désigner la piste, jugée électoralement plus payante, du terrorisme basque de l'ETA au moment même où celle-ci était en train de s'effondrer. Dès que l'enquête s'est orientée vers un acte d'extrémistes « islamistes », les attentats sont apparus du même coup comme une conséquence de sa politique étrangère, certains le considérant même comme le premier reponsable de leur terrible bilan. Soupçonné d'avoir voulu manipuler l'opinion à des fins électorales et de porter une responsabilité au moins indirecte dans le massacre, Aznar a donc été sanctionné brutalement.

L'arrivée au pouvoir de l'opposition socialiste est d'abord une extraordinaire défaite personnelle pour un homme qui, certain de quitter la scène politique sur une victoire, est finalement parti sous les quolibets et les injures d'une foule déchaînée. Mais la victoire de l'opposition espagnole a aussi de bonnes chances de provoquer un véritable bouleversement du paysage politique européen.

Ces dernières années, Aznar avait en effet tenté de s'imposer, aux côtés de Tony Blair, comme l'interlocuteur privilégié de George Bush. Le Premier ministre espagnol s'était très tôt rapproché du président américain, dont il disait partager les valeurs et la même conception de la société, au point de vouloir patronner, après son départ de la politique active, les activités d'une fondation chargée d'accréditer le point de vue de Washington en Amérique latine.

C'est Aznar qui, en janvier 2003, alors que la France et l'Allemagne manifestaient leur opposition à une intervention en Irak sans l'aval de l'ONU, avait été le principal instigateur de la lettre de soutien à la politique américaine signée par huit Etats européens, initiative qui avait ensuite permis au secrétaire américain à la Défense, Donald Rumsfeld, d'opposer la « nouvelle Europe » à la « vieille ». Déjà résolument hostile au couple franc-allemand, Aznar avait alors pris, avec l'Angleterre de Tony Blair et les nouveaux Etats-membres de l'Union, la tête de cette « nouvelle Europe » pro-américaine face à l'alliance franco-germano-belge opposée à une agression unilatérale de l'Irak. C'est encore lui qui, toujours avec l'appui de la Pologne, avait bloqué l'adoption de la Constitution européenne au sommet de Bruxelles de fin 2003, en arguant de son statut de « grand pays » obtenu en l'an 2000 lors de la négociation du traité de Nice.

En décidant d'engager son pays dans une guerre à laquelle étaient opposés plus de 80 % de ses compatriotes (parmi lesquels bien des membres de son propre parti), Aznar avait pris le risque de voir ce puissant mouvement d'opposition resurgir à la première occasion. C'est ce qui s'est produit au lendemain des attentats de Madrid.

Le socialiste Zapatero a, quant à lui, déjà annoncé le retrait en juin prochain des troupes espagnoles stationnées en Irak. Mais le chef du PSOE, dont les vues européennes et fédéralistes sont connues, a aussi promis d'effectuer un « virage à 180 degrés » en matière de politique étrangère. « Mon engagement, a-t-il déclaré, est de travailler pour renforcer l'Union européenne, pour doter l'Europe d'une Constitution pour tous, pour que soit respectée la légalité internationale et pour que prévalent les décisions des Nations-Unies et non la décision unilatérale de l'un ou l'autre pays ».

Interrogé le 9 mars dernier par le journal *Le Monde*, José Maria Aznar avait affirmé que l'Europe devait selon lui « restaurer le lien transatlantique ». C'est le contraire qui va se passer. Sur le plan diplomatique, on peut s'attendre à un rapprochement de l'Espagne avec la France et l'Allemagne. Perspective qui conduit déjà les partisans d'un « axe Paris-Berlin-Moscou » à parler désormais d'un « axe Madrid-Paris-Berlin Moscou ».

A moyen terme, c'est tout l'artificiel fossé creusé entre la « vieille » et la « nouvelle Europe » qui semble appelé à se combler. L'élection espagnole a déjà produit un effet de contagion. Le 18 mars, le président polonais Alexander Kwasniewski a ainsi reconnu publiquement avoir été trompé (« mené par le nez ») par les Américains au sujet des prétendues « armes de destruction massive », et indiqué à cette occasion qu'il n'enverrait après la défection de l'Espagne aucune troupe supplémentaire en Irak (où se trouvent déjà 9000 soldats polonais). Quelques jours plus tard, en Italie, Silvio Berlusconi reconnaissait du bout des lèvres que l'intervention en Irak avait « peut-être été une erreur ».

George W. Bush n'a donc pas seulement perdu son plus fidèle soutien en Europe continentale. Il voit aussi se démanteler le front de la « nouvelle Europe » qu'il comptait instrumentaliser contre la France et l'Allemagne au moment où il se lance lui-même dans une campagne électorale incertaine, tandis que le chaos causé par l'intervention de ses troupes s'étend tous les jours un peu plus en Irak.

Cet événement politique inattendu est sans doute le plus important intervenu en Espagne depuis la mort de Franco.

Alain de Benoist